

Réflexions sur le centenaire de la victoire de 1918



Le 11 novembre prochain, nous commémorerons le centenaire de la victoire dans la Première Guerre mondiale.

On se rappellera qu'à ce moment-là, il y a exactement un siècle, on retira le voile noir qui, pendant presque cinquante ans recouvrait la statue de Strasbourg sur la place de la Concorde à Paris, après que les instituteurs laïques eurent élevé des générations d'enfants « les yeux fixés sur la ligne bleue des Vosges ».

Mais il n'y a pas que cette dimension purement nationale de la victoire de 1918.

Tous ceux qui sont aujourd'hui confrontés à l'expansionnisme islamique doivent se rappeler que le califat ottoman, qui contrôlait toujours une grande partie du monde musulman, participait à cette guerre en tant qu'allié de l'Allemagne. En 1914, le sultan-calife déclara le jihad, la guerre sainte, aux

puissances de l'Entente, donc à la France. Il invita officiellement les soldats et officiers de l'armée russe de confession musulmane à passer chez les Allemands, désignés comme « les amis de l'islam ». Et une année plus tard, il organisa le premier génocide du XX^e siècle, le génocide des Arméniens.

La Première Guerre mondiale eut pour conséquence la disparition de quatre empires : l'allemand, l'austro-hongrois, le russe et l'ottoman. Ils étaient tous, chacun à sa manière, héritiers de l'empire romain. C'est-à-dire d'un empire qui se présentait comme universel, tout en étant l'expression de la volonté de puissance de certaines élites bien particulières.

Il existe un fait que certains perçoivent comme une simple coïncidence, mais d'autres comme providentiel. La Première Guerre mondiale a commencé le 1^{er} août 1914. (L'Autriche-Hongrie avait attaqué la Serbie trois jours avant, mais cela aurait pu n'être qu'une nouvelle guerre balkanique. Elle devint mondiale le 1^{er} août, lorsque l'Allemagne entra en guerre contre la Russie.) Le 1^{er} août 1914 était, d'après le calendrier hébraïque, le 9^e jour du mois Av. C'est le jour où les juifs commémorent la destruction du premier temple de Jérusalem par des Babyloniens, ainsi que la destruction du deuxième temple par des Romains.

Dans l'évangile selon saint Luc 21, il est écrit que Jérusalem sera piétinée par les nations, jusqu'à ce que le temps des nations sera passé. (Dans la plupart des traductions, on lit « piétiné par les païens ». Mais j'ai vérifié ; dans le texte grec originel, c'est écrit εθνói (ethnoï) ce qui signifie bien « nations ».) On peut s'imaginer que le temps des nations durait du 9 Av de l'an 70 jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Celle-ci n'a pas eu pour seule conséquence la disparition des quatre empires que l'on peut considérer comme héritiers de l'Empire romain. Au milieu de la Première Guerre mondiale, le

2 novembre 1917, fut publiée la célèbre déclaration Balfour, par laquelle la Grande-Bretagne s'engageait à soutenir l'établissement d'un foyer national juif en Terre sainte que ses armées étaient sur le point de conquérir. C'est aussi en accord avec cette déclaration que la Grande-Bretagne a ensuite obtenu de la Société des nations le mandat d'administrer cette terre.

Plus que la Grande-Bretagne, c'était alors la France qui jouait un rôle majeur dans la nouvelle organisation de l'Europe et du Proche-Orient. Se rappelant les principes de 1789, elle soutenait le rétablissement de l'indépendance de la Pologne et la création de deux nouveaux États sur les ruines de l'empire austro-hongrois : la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, ainsi que le détachement de l'empire russe de la Finlande et des États baltes : la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie.

L'empire ottoman fut complètement démembré. La Palestine, la Jordanie et l'Irak devinrent des mandats britanniques. La France reçut de la Société des nations la charge d'exercer son mandat sur la Syrie et le Liban. D'après le traité de Sèvres, signé en 1920, l'Arménie turque devait se joindre à l'Arménie russe, devenue indépendante. Ce traité prévoyait même, à terme, l'indépendance du Kurdistan. Il accordait à la Grèce les régions de la Turquie d'Europe et d'Asie mineure, peuplées majoritairement par des Grecs.

La France républicaine et laïque, qui avait adopté en 1905 la loi sur la séparation de l'Église et de l'État, ne voulait ni la théocratie catholique des Habsbourg d'Autriche, ni la théocratie orthodoxe des tsars de Russie, ni la théocratie musulmane du califat ottoman.

Seulement, comme l'a si bien dit Jonathan Sacks, le XX^e siècle a montré de manière brutale que les grands ersatz de religion que furent la nation, la race et l'idéologie politique ne se sont pas montrés moins prodigues que la religion quand il

s'est agi d'offrir des sacrifices humains à des divinités de substitution.

Ainsi, à la Première Guerre mondiale a succédé la Deuxième. À l'issue de celle-ci, il était bien naturel que l'on cherchât comment prévenir sa répétition. Déjà après la Première Guerre apparut un mouvement paneuropéen, fondé par le comte Richard Coudenhove-Kalergi, fils d'un diplomate austro-hongrois qui, après 1918, devint citoyen tchécoslovaque. Ce mouvement inspira la création du Conseil de l'Europe en 1949.

Ensuite, le 25 mars 1957, fut signé le traité de Rome qui créa la Communauté économique européenne. L'actuelle Union européenne est la continuation directe de cette dernière.

Est-ce que la signature du traité de Rome ne peut pas être perçue comme la naissance d'une nouvelle mouture de l'Empire romain et de son faux universalisme ? Est-ce un simple hasard que ce traité porte le nom de la « cité éternelle », où il fut signé ?

Nous savons que la Communauté économique européenne a été construite essentiellement par des hommes d'État démocrates-chrétiens : le Français Robert Schuman, l'Allemand Konrad Adenauer, l'Italien Alcide de Gasperi. Le Vatican était favorable à la construction européenne.

Bien sûr, ils s'imaginaient que cette nouvelle Europe se réclamerait de son héritage spirituel et moral, dans lequel le christianisme joue incontestablement un rôle majeur. Mais il n'en a pas été ainsi. Les références à l'héritage chrétien de l'Europe n'ont pas été admises dans les textes fondateurs. L'Union européenne ne se présente pas comme une structure de coopération des nations souveraines partageant les mêmes valeurs. Elle apparaît comme ayant pour but uniquement de faciliter les échanges, de développer la consommation.

L'individualisme extrême des sociétés occidentales post-chrétiennes a pour conséquence la progressive disparition de la famille et l'incapacité de remplacer les générations en partance. On sait que l'affaiblissement des croyances

religieuses va de pair avec l'affaiblissement de la natalité. L'Europe est maintenant devant l'alternative : soit elle vivra avec un grand nombre de retraités et un petit nombre d'actifs, en consommant de moins en moins ; soit elle remplacera les enfants qu'elle ne voulait pas avoir par des immigrés.

C'est, bien entendu, cette dernière alternative que choisissent ceux qui nous dirigent. Chaque entrepreneur sait que s'il ne fait pas de très gros bénéfices, il sera dépassé par ses concurrents, il fera faillite et il perdra complètement son statut social. Il ne peut pas accepter une vie plus modeste. Pour lui, c'est tout, ou rien. Il faut que l'on travaille et que l'on consomme.

À côté des capitalistes, l'Europe actuelle est dirigée aussi par ses intellectuels. Par ceux qui dirigent les médias, l'enseignement, la justice, l'administration, la vie culturelle. Parmi ces intellectuels, beaucoup sont de gauche. Plus concrètement, ils sont sous l'influence de l'idéologie dite néo-marxiste.

On désigne ainsi notamment la pensée du dirigeant communiste italien Antonio Gramsci (1891-1937). Celui-ci considérait que la défaite des marxistes en Italie par les fascistes, en son temps, était due avant tout au fait que ceux-ci s'appuyaient sur la famille, la religion et la nation. Pour que le marxisme puisse triompher, il faut donc, au préalable, faire disparaître ces trois facteurs-là.

Ne nous cachons pas la gravité de la situation actuelle. On peut même se poser la question de savoir si l'effort de nos aïeux pendant la Première Guerre mondiale était vain.

Je crois qu'il n'a pas été vain. En tout cas, les quatre empires qui disparurent à l'issue de ce conflit méritaient bien leur disparition.

En ma qualité de descendant de sujets de l'empire austro-hongrois, je dirais que celui-ci méritait sa fin à coup sûr. Il s'était constitué suite à la bataille de Mohacz, en 1526, dans laquelle trouva la mort le roi de Bohême et de Hongrie,

Ladislas Jagellon. Celui-ci fut vaincu par les forces du califat ottoman qui étendit alors son pouvoir, pour presque deux siècles, jusqu'à la Slovaquie du Sud.

Les nations de l'Europe centrale comprenaient en ce temps qu'elles devaient former un front commun contre l'expansionnisme musulman. Elles choisirent alors pour nouveau roi Ferdinand de Habsbourg, duc d'Autriche. Les Habsbourg ont ensuite longtemps réellement défendu l'Europe contre l'invasion musulmane. Et ils ont perdu leur pouvoir après s'être alliés, en 1914, en complète opposition à leur vocation historique, avec le califat ottoman.

On peut ajouter que sous son faux universalisme catholique, dans ses dernières années, l'empire austro-hongrois recouvrait les forces du nationalisme pangermaniste qui a ensuite montré ce dont il était capable, à l'époque du nazisme.

Et puis nous savons que, plus que l'Allemagne de Guillaume II, c'est l'Autriche-Hongrie qui a été responsable du déclenchement de la guerre de 1914.

À quoi bon évoquer aujourd'hui ce passé lointain ? Je dirais qu'à beaucoup d'égards, nous sommes confrontés, aujourd'hui, aux mêmes forces destructrices qu'il y a un siècle. Au faux universalisme des Habsbourg succéda le faux universalisme des dirigeants de l'Union européenne. Et si les Habsbourg finirent par s'allier avec le califat ottoman, les dirigeants de l'Union européenne s'allient avec les forces actuelles de l'expansionnisme musulman.

Je ne veux pas verser dans un manichéisme simpliste, percevant l'Histoire comme un affrontement entre les forces des lumières que nous représentons et les forces des ténèbres que représentent nos adversaires. Si l'islamophobie consiste dans la conviction que tous les musulmans sont mauvais et que le Coran ne prône que le mal, alors je condamne, moi aussi, l'islamophobie ainsi définie.

Il n'en reste pas moins que l'islam prône à ses fidèles de mener le jihad, la guerre sainte, jusqu'à ce que tous les

humains soit deviennent musulmans, soit se soumettent à la domination des musulmans. Plus qu'une religion, c'est un effort de domination universelle. Et si s'est une religion, alors elle demande à ce que l'on tue son prochain « au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux ».

Continuons donc à nous défendre contre cette menace, ne serait-ce que par respect de la mémoire de nos aïeux qui luttèrent et versaient leur sang pendant la Première Guerre mondiale.

D^r Martin JANECEK